



Conseil économique  
et social

Distr.  
LIMITÉE

E/CN.6/1995/L.16  
28 mars 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

COMMISSION DE LA CONDITION  
DE LA FEMME  
Trente-neuvième session  
New York, 15 mars-4 avril 1995  
Point 6 de l'ordre du jour

THÈMES PRIORITAIRES

Chine, Costa Rica, Pérou et Venezuela : projet de résolution

Intégration des femmes rurales déplacées dans les processus  
de développement

La Commission de la condition de la femme,

Rappelant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>1</sup>, en particulier son article 14, dans lequel les États Parties à la Convention sont convenus de tenir compte du rôle important que les femmes rurales jouent dans la survie économique de leur famille et de leur assurer le droit de participer pleinement à l'élaboration et à l'exécution des plans de développement à tous les niveaux,

Rappelant également la Déclaration de principes et le Programme d'action de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural<sup>2</sup>, tenue en juillet 1979, dans lesquels il était recommandé que les femmes participent et contribuent sur un pied d'égalité avec les hommes aux processus social, économique et politique de développement rural et profitent pleinement de l'amélioration des conditions de vie dans les campagnes,

---

<sup>1</sup> Résolution 34/180 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1979, annexe.

<sup>2</sup> Voir Rapport de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, Rome, 12-20 juillet 1979 (CMRADR/REP) communiqué aux membres de l'Assemblée générale dans une note du Secrétaire général (A/34/485).

Mettant l'accent sur les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme<sup>3</sup>, adoptées en juillet 1985, dans lesquelles était soulignée la nécessité de mettre au point des stratégies et des programmes de développement ainsi que des programmes et projets d'incitation dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture de façon à associer pleinement les femmes à tous les niveaux de la planification, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation, à tous les stades du cycle des projets, afin de faciliter et de valoriser ce rôle essentiel des femmes,

Ayant à l'esprit les conclusions du Sommet sur la promotion économique des femmes rurales, tenu en février 1992,

Notant que la paix est une condition préalable essentielle du développement économique et social,

Constatant avec inquiétude les situations d'extrême violence, comme celles qu'engendrent le terrorisme et le trafic international des drogues avec lequel il va souvent de pair, qui ont profondément perturbé les stratégies de survie des familles rurales pauvres, en les contraignant à quitter leur lieu d'origine et en rendant encore plus critique la situation des femmes qui, en conséquence, sont devenues le centre de la famille nucléaire,

Prenant en considération le rapport analytique du représentant du Secrétaire général en date du 14 février 1992, relatif aux déplacements internes, dans lequel il était souligné que les populations déplacées étaient très souvent constituées de femmes et d'enfants, pour la plupart d'origine rurale, ainsi que d'autres rapports du représentant du Secrétaire général, relatifs aux déplacements internes pour cause d'actes de violence, où il était observé que les femmes d'origine rurale, en tant que mères, avaient été particulièrement touchées par lesdits actes de violence et par la situation socio-économique défavorable régnant dans les régions d'accueil,

Prenant acte de la résolution 1995/57 de la Commission des droits de l'homme qui encourage le représentant du Secrétaire général à continuer d'accorder une attention particulière, dans son étude sur les déplacements internes, aux besoins de protection et d'assistance des femmes et des enfants,

Prenant note avec satisfaction du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social<sup>4</sup>, qui, au chapitre I, stipule que, pour que le cadre politique favorise les objectifs de développement social, il faut, entre autres, prendre des mesures au niveau national, le cas échéant dans le cadre de la coopération internationale, pour créer des conditions propices au retour des personnes déplacées dans leur propre pays dans leur lieu d'origine,

---

<sup>3</sup> Voir Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.10), chap. I, sect. A.

<sup>4</sup> Document A/CONF.166/L.3/Add.3 à 7 et rectificatifs.

1. Prie les gouvernements de faire participer les femmes à la formulation et à l'exécution de plans et de projets de développement rural dès les premières étapes du processus, compte tenu de la contribution qu'elles peuvent apporter à la réalisation des objectifs de hausse des niveaux de vie, afin de répondre aux besoins d'ordre général des familles rurales;

2. Demande instamment aux gouvernements de promouvoir les projets de développement rural en tenant compte du rôle joué par les femmes tant en fonction des priorités de coopération nationale qu'en fonction des priorités arrêtées dans le cadre de la coopération internationale;

3. Engage les gouvernements à accorder une importance particulière à la situation des femmes rurales qui ont dû quitter leur lieu d'origine par suite d'actes terroristes, à cause du trafic des drogues ou pour avoir subi d'autres formes de violence;

4. Demande instamment aux gouvernements, dans leurs programmes de développement, d'envisager la mise en oeuvre de projets ayant des incidences positives sur les femmes rurales déplacées et visant essentiellement à créer des emplois productifs, afin de faciliter l'intégration de ces femmes dans leur nouveau milieu social ou leur retour à leur lieu d'origine;

5. Décide d'examiner à sa quarantième session la question de l'intégration des femmes rurales déplacées dans les processus de développement.

-----